Par Pierre Crétois, philosophe Bordeaux 3 / Lundi 19 novembre, le gouvernement a annoncé un plan « Bienvenue en France – choose me ».

Au rebours des idéaux d'égalité des chances soi-disant portés par ce gouvernement, cela réservera les études internationales à la haute bourgeoisie mondiale, faisant de l'Université une chambre d'enregistrement des inégalités, une caisse de résonance de la classe dominante et un milieu favorable à son renforcement par les réseaux qu'il permettra de développer. C'est précisément d'ores et déjà une des fonctions des grandes universités de dimension internationale. Veut-on des établissements réservés à la haute-bourgeoisie internationale, des établissements caisses enregistreuses de la reproduction au plan international, actant et confortant les inégalités ou bien souhaite-t-on des universités participant à la justice mondiale, à l'égalité des chances et à la redistribution des savoirs sur le plan international ?

Ce plan prévoit une augmentation brusque et significative des frais d'inscription pour les étudiants étrangers extra-communautaires. Cette hausse n'est pas symbolique, elle est bel et bien drastique : de 170 € à 2800 € en Licence, de 243 € à 3800 € en Master et de 380 € à 3800 € en Doctorat. Le gouvernement affirme qu'une telle augmentation fait partie d'un projet qui a vocation à rendre les universités françaises plus attractives. De deux choses l'une, soit cette affirmation relève de la communication positive qui n'est, reconnaissons-le, qu'une duperie de plus, soit cette idée (intuitivement farfelue) tient d'un projet de fond dont il convient d'examiner les présupposés.

Le principal de ses présupposés est clairement néo-libéral : les prix sont les seuls signaux auxquels les agents économiques réagissent. Hayek nous l'a appris, le gouvernement Macron enfonce le clou. Il faut donc donner un prix aux études. Au-delà du risque de marchandisation d'une ressource à laquelle il est essentiel que tout le monde ait accès, les conséquences d'une telle approche, qu'il faut bien appeler idéologique tant elle est peu étayée, est que loin de rendre les universités françaises plus attractives, cette mesure va interdire aux plus défavorisés parmi les étudiants étrangers de bénéficier d'études supérieures internationales.

On promet certes un système de bourses, mais celui-ci ne fera qu'acter le fait qu'en France, les études sont devenues payantes. Nos universités participeront alors à ce qui n'est ni plus ni moins qu'un tri social et géographique des étudiants. Elles n'accueilleront que les étudiants les plus riches des pays les plus riches (ou les trop rares boursiers). Que deviendront les étudiants africains, asiatiques ou ceux d'Amérique du Sud ? Déjà colossale pour un Français moyen, imaginons ce que représentent les 3800 euros pour un doctorat face aux moyens d'un étudiant brésilien. Ceux-ci s'inquiètent déjà et annulent leurs projets d'études en France, voyant les portes du supérieur se fermer devant eux.

Pourtant, certains parmi les universitaires sont prêts à accepter cette hausse inique des frais d'inscription par découragement d'une part, mais aussi parce qu'on leur promet des crédits supplémentaires, argument non négligeable dans un contexte où les universités sont, pour beaucoup, dans d'importantes difficultés financières. On abuse alors d'une misère organisée par celui-là même qui devrait y remédier : l'Etat. Plutôt que d'une hausse injuste des frais d'inscription pesant sur les seuls individus, le financement du supérieur ne devrait-il pas provenir des ressources socialisées dont l'Etat a la charge ? Mais depuis la LRU, qui signe le début d'une triste dérive, nos dirigeants veulent reporter la responsabilité du financement du système de formation sur les seuls établissements.

Mais il y a pire. D'autres ne seraient-ils pas également prêts à accepter ce plan parce qu'il ne touche que les étudiants étrangers qui ne participent pas de et à la solidarité nationale ? Si c'était vrai, cela voudrait dire que ce gouvernement utiliserait la porte de derrière pour introduire la marchandisation de l'éducation supérieure, et celle-ci est grande ouverte : c'est celle de la

xénophobie. Sinistre conjonction qui aggrave de façon très importante les discriminations sociales et celles, systémiques, qui frappent les étrangers non ressortissants de l'UE. Mais que ceux pour qui la marchandisation des études serait acceptable quand elle touche les étrangers ne s'y trompent pas, elle atteindra bientôt les nationaux. Valider la hausse des frais d'inscription pour les uns (étrangers), n'est-ce pas accepter leur légitimité à terme pour les autres (nationaux), même si le gouvernement se défend pour l'instant de vouloir appliquer cette préconisation de la Cour des Comptes ?

En tout cas, il semble très clairement que si nous acceptons la hausse des frais pour les étrangers, nous risquons d'être dépourvus d'arguments universels pertinents pour refuser cette hausse pour les nationaux et européens. Or, c'est évidemment ce qui se profile. L'objectif non-dit, mais politiquement crédible, est que cela permettra d'identifier les universités qui jouent le jeu de la mondialisation (la future dizaine d'universités de recherche de dimension internationale) et vont moduler leurs frais d'inscription et adopter des mécanismes de sélection plus radicaux. Déjà, l'an passé, ce gouvernement libéral, de façon contournée mais réelle, a accru les difficultés d'accès à des études supérieures choisies pour les enfants des milieux populaires, avec Parcoursup. Voici maintenant qu'entre en scène une augmentation drastique et sans précédent des frais d'inscription.

Or, on sait ce à quoi conduit la hausse du prix des études : soit à l'abandon de tout projet de réussite sociale par les études supérieures pour les plus précaires, soit à l'accroissement de la dette étudiante pour les classes moyennes.

Qui sort vainqueur de tout cela ? Des universités un peu plus argentées ? Non, ce sont principalement ceux qui sont déjà les gagnants de la loterie sociale. Et ce fait, comme tel, est inacceptable.
Toutes les réformes qui s'empilent les unes sur les autres ont une funeste cohérence pour un systèmed'enseignement (supérieur) de service public à vocation universelle.